



Caen



ouest-france.fr du 23 octobre 2024



Quotidien Ouest-France du 24 octobre 2024

429 mots

# Affrontements entre des militants étudiants

Les syndicats étudiants Sud Solidaires et Uni s'accusent mutuellement d'agressions, qui se seraient produites au moment des élections.

Les 16 et 17 octobre, le personnel et les étudiants de l'université de Caen étaient appelés aux urnes pour élire leurs représentants. C'est dans ce contexte tendu que des violences ont éclaté entre des étudiants du syndicat de gauche Sud Solidaires et du syndicat de droite Uni (Union nationale interuniversitaire).

« **Deux agressions se sont produites sur le campus dans la semaine du 7 au 13 octobre. Toutes deux ont été perpétrées à l'encontre de personnes refusant de prendre leur tract**, indique dans un communiqué les représentants de Sud Solidaires. **Un collègue a fait l'objet d'insultes masculinistes, LGBTphobes et islamophobes doublées de menaces de mort et un étudiant a été passé à tabac.** »

« Ils étaient armés de gazeuses »

De son côté, le syndicat Uni riposte en niant ces accusations et assure avoir également été la cible de violences. Yvenn Le Coz, délégué national d'Uni, affirme avoir été frappé par un groupe de militants, jeudi 17 octobre, à 14 h, à proximité de l'université. « **La personne que vous voyez se faire taper sur cette vidéo, c'est moi**, lâche-t-il en brandissant une vidéo de sept secondes dans laquelle un jeune homme apparaît recevant des coups de pied. **Ces personnes étaient également armées de gazeuses.** »

Depuis ces épisodes, la pression peine à redescendre. Chaque syndicat se renvoie la balle et demande à la direction de l'université de prendre des sanctions. « **Nous demandons un soutien clair et sans ambiguïté de la présidence aux victimes des violences d'extrême-droite, et un engagement immédiat pour agir contre l'extrême-droite et ses idées sur nos campus** », martèlent les représentants de Sud Solidaires et de l'Union pirate Caen.

Contactée par *Ouest-France*, l'université condamne « **toutes sortes de violences** » et apporte son soutien « **inconditionnel** » à l'enseignant doctorant « **insulté pour ne pas avoir accepté un tract** ». Elle regrette que « **des personnes extérieures à l'établissement soient intervenues sur le campus, pour exacerber ces tensions et tenter de détourner cette élection locale à des fins de politique nationale** ».

Bien qu'aucun appel d'urgence n'ait été relevé et aucune plainte déposée auprès de la police, l'université de Caen a décidé d'ouvrir une enquête administrative, hier, avant d'engager des suites disciplinaires. « **Dans une société de plus en plus polarisée, il est primordial que chacun et chacune puisse exprimer ses opinions dans un cadre sécurisé et apaisé, sans crainte de violences ou de représailles.** »

Garance HAMEON.



Des affiches des syndicats étudiants ont été installées à l'université de Caen à l'occasion des élections organisées les 16 et 17 octobre. Archives Ouest-France